



**CONVENTION ENTRE LES ENTREPRISES DE TAXIS
ET LA CPAM DE LA HAUTE-LOIRE**

Entre

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de la Haute-Loire
représentée par son Directeur, Monsieur Stéphan DI IORIO,
et agissant pour le compte des autres régimes,

Sise
10 Avenue André Soulier
CS 70324
43009 LE PUY-EN-VELAY CEDEX
Et

L'entreprise de Taxi :

Représentée par _____

Raison sociale _____

Adresse _____

N°SIRET _____

Numéro Assurance Maladie _____

Vu l'article L. 322-5 du Code de la Sécurité Sociale ;

Vu le protocole d'accord national signé le 12 novembre 2018, entre le Directeur Général de l'Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie (UNCAM) et la Fédération Nationale des Artisans du Taxi (FNAT), l'Union Nationale des Taxis (UNT), la Fédération Nationale des Taxi Indépendants (FNTI), la Fédération Française des Taxis de Province (FFTP), la Fédération Nationale Du Taxi (FNDDT) et l'Union Nationale des Industries du Taxi (UNIT),

Vu la décision du Directeur Général de l'UNCAM du 18 décembre 2018 relative à l'établissement d'une convention-type à destination des entreprises de taxi et des caisses d'Assurance Maladie publiée au Journal officiel du 30 décembre 2018 ;

Il est convenu ce qui suit.

Article 1 – Objet

La convention visée à l'article L. 322-5 du code de la Sécurité Sociale est signée entre l'entreprise exerçant l'activité de Taxi et le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le ressort de laquelle chaque Autorisation De Stationnement (ADS) est exploitée conformément à la réglementation en vigueur.

L'entreprise de taxi conventionnée est selon le cas, une personne physique artisan taxi ou une personne morale, conformément aux dispositions des articles L. 3121-1-2 et suivants du code des transports. Elle respecte la législation et la réglementation applicable à l'exercice de la profession d'exploitant taxi et, notamment, les obligations en matière de formation continue qui s'imposent aux professionnels du taxi et les normes imposées au véhicule.

La présente convention a pour objet de fixer les tarifs de prise en charge des transports de malades, réalisés par les entreprises de taxi conventionnées et facturables à l'Assurance Maladie ainsi que les conditions particulières de dispense d'avance des frais de ces transports, aux assurés sociaux. Elle conditionne le remboursement par les organismes locaux de l'Assurance Maladie Obligatoire des frais de transport réalisés par l'entreprise de taxi conventionnée au titre d'une ou plusieurs autorisations de stationnement, pour le ou les véhicules et le ou les conducteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la convention.

L'entreprise de taxi conventionnée s'engage à respecter l'article L. 322-5 du code de la Sécurité Sociale et notamment la règle du trajet le moins onéreux compatible avec l'état du malade.

Article 2 – Caractéristiques de la prestation de transport

Les transports pour patients sont pris en charge par l'Assurance Maladie Obligatoire, conformément aux articles L.160-8 – 2°, L. 322-5 et R. 322-10 et suivants du code de la Sécurité Sociale.

L'entreprise de taxi conventionnée assure le transport de malades assis, au sens de l'article R. 322-10 -1 du code de la Sécurité Sociale.

Cette prestation est prescrite à un assuré social ou à son ayant droit pour recevoir des soins ou subir les examens adaptés à son état et pris en charge par l'Assurance Maladie, dans les cas énoncés par l'article R. 322-10 du code de la Sécurité Sociale.

La prescription médicale ou la demande d'accord préalable le cas échéant, est établie avant la réalisation du transport, sauf urgence, et doit être conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

Cette prestation, bénéficie aux patients atteints de déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène, et ou de déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

En outre, elle peut être octroyée aux patients présentant :

- une déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
- une déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant.

Cette aide contribue particulièrement à l'accès aux soins des patients en perte d'autonomie.

En outre, l'entreprise de taxi conventionnée s'engage à conserver à bord du véhicule une trousse de secours dont la composition minimale est précisée à l'annexe 2 de la présente convention.

Article 3 – Conditions préalables au conventionnement

Le conventionnement est attribué au titulaire de l'autorisation de stationnement (ADS) ou à son exploitant, au sens de la loi du 1^{er} octobre 2014 publiée au Journal Officiel du 2 octobre 2014.

La CPAM de la Haute-Loire s'engage à mettre à disposition des assurés, sur le site www.ameli.fr, dans les rubriques locales, la liste des entreprises de taxis conventionnées. Cette liste sera mise à jour en tant que de besoin et a minima annuellement.

La présente convention n'est conclue que pour l'entreprise de taxi qui exploite de façon effective et continue une autorisation de stationnement créée depuis au moins trois ans à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Toutefois, l'entreprise de taxi qui exploite une autorisation de stationnement créée antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente convention bénéficie du droit de conventionnement à l'issue d'un délai de deux ans d'exploitation effective et continue à cette même date.

L'exploitation effective et continue s'entend de l'affectation d'un conducteur par autorisation de stationnement et par véhicule attaché à cette autorisation. Le caractère effectif et continu de l'exploitation se justifie par tout moyen et notamment par les justificatifs listés par la présente convention sauf en cas de publication d'un arrêté fixant explicitement la liste des justificatifs tel que prévu par l'article R. 3121-6 du code des transports.

Pour toute demande de conventionnement d'une entreprise de taxi exploitant une ADS, il appartient au professionnel de fournir l'annexe 1 accompagnée des justificatifs suivants :

1. photocopie conforme de la carte d'immatriculation au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés ;
2. photocopie conforme de l'autorisation de stationnement du véhicule utilisé pour réaliser les transports dans le cadre de la présente convention ;
3. photocopie conforme de la carte grise justifiant de la réalisation des contrôles techniques ;
4. photocopie conforme de la carte professionnelle du conducteur en cours de validité ;

5. carnet métrologique et relevé des visites périodiques du compteur horokilométrique ;
6. justificatif d'équipement du véhicule pour l'édition d'une note (facturette) conformément à l'article R. 3121-1 du code des transports ;
7. attestation selon laquelle l'entreprise de taxi est à jour du règlement de ses cotisations sociales ;
8. Relevé d'Identité Bancaire (avec N° IBAN) ;
9. pour le ou les véhicules équipés pour recevoir des fauteuils roulants, le ou les documents définis localement pour justifier de l'application des dispositions de la présente convention ;
10. récépissés du contrôle technique ;
11. attestation d'aptitude physique ;
12. attestation d'assurance du ou des véhicules ;
13. justificatif d'assurance responsabilité civile professionnelle spécifique au transport de personnes à titre onéreux ;
14. déclaration URSSAF d'embauche du ou des salariés ;
15. attestation de formation continue.

Aucun conventionnement ne saurait être accordé tant que toutes les pièces demandées ne seront pas fournies (la pièce n°9 étant exigée uniquement pour les entreprises concernées).

Concernant les pièces 10 à 15, une déclaration sur l'honneur, jointe en annexe 7, pourra être fournie par l'entreprise de taxi à la CPAM en lieu et place des originaux. L'entreprise devra néanmoins tenir ces pièces à disposition de la CPAM en cas de demande ou de contrôle ponctuel.

Pour toute demande de conventionnement d'une entreprise de taxi exploitant une ADS créée avant le 3 octobre 2014, il appartient à son représentant légal de fournir également les justificatifs suivants :

- photocopie conforme du document attestant de la date de création de l'ADS avant le 3 octobre 2014 (photocopie de la première ADS ou à défaut copie d'un extrait du registre, tel que prévu par l'article R. 3121- 8 du code des transports) ;
- photocopie conforme de la carte professionnelle du conducteur et de la déclaration d'embauche ou du contrat de location-gérance ou du contrat de location simple (dans le cas d'un salarié d'une SCOP en vertu de l'article L. 3121-1-2 du code des transports).

La liste du ou des véhicules et du ou des conducteurs figure dans l'annexe 1 de la présente convention.

Aucune demande de conventionnement ne peut être acceptée par la CPAM si l'entreprise de taxi ou son représentant légal a fait l'objet, par les tribunaux, dans les 3 ans qui précèdent, d'une condamnation définitive pour fraude ou escroquerie au détriment des intérêts de l'Assurance Maladie.

Article 4 – Respect des conditions de conventionnement

Seul ouvre droit à remboursement par l'Assurance Maladie, le transport effectué par un conducteur et un véhicule déclarés dans l'annexe 1 (ou annexe 1 bis) à la présente convention.

Toute modification de la flotte des véhicules ou des chauffeurs au cours de l'année civile fait l'objet d'une information écrite adressée à la caisse dans les 30 jours calendaires suivant le premier jour du changement effectif.

Ces informations sont transmises au fil de l'eau via l'annexe 1 bis. Les justificatifs correspondants sont joints à cette information.

Toutefois, si la modification ne porte que sur un changement provisoire du véhicule ou du conducteur pour une durée inférieure à 30 jours calendaires, l'entreprise n'est pas tenue à cette obligation d'informer la caisse mais elle tient ces informations, ainsi que leurs justificatifs, à disposition de la caisse en cas de contrôle.

Avant le 31 janvier de chaque année civile, l'entreprise de taxi conventionnée adresse à la CPAM l'annexe 1 mise à jour, selon le cas, et attestant de la véracité des informations qu'elle contient.

A défaut de communication d'un des justificatifs demandés ou de la mise à jour annuelle de l'annexe 1, comme en cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, la caisse notifie à l'entreprise de taxi conventionnée la suspension du conventionnement au titre de l'autorisation de stationnement concernée.

La suspension du conventionnement au titre de l'ADS concernée intervient de plein droit à compter de la réception de la notification de la suspension, sauf régularisation de sa situation par l'entreprise de taxi.

L'entreprise de taxi conventionnée fait apparaître dans son ou ses véhicules un logo-type conforme au modèle validé par l'Assurance Maladie afin d'informer les assurés sociaux que les transports réalisés par cette entreprise dans le véhicule ou les véhicules comportant le logo, sont pris en charge par l'Assurance Maladie dès lors qu'elle respecte la réglementation en vigueur, pour chacun de ses véhicules.

L'Assurance Maladie informe les assurés de l'offre de taxis conventionnés par commune de rattachement.

Les entreprises de taxis constituant un vecteur d'accès aux soins de proximité mis au service des patients, elles doivent intervenir dans leur zone d'activité définie localement ; néanmoins, les interventions ayant pour objet de drainer de la clientèle située hors de leur zone d'activité au détriment des autres entreprises de taxi conventionnées peuvent être encadrées selon les spécificités du contexte local.

Dans tous les cas, y compris en cas de rétrocession de course, c'est l'entreprise de taxi conventionnée et ayant réalisé le transport, qui facture la prestation correspondante à l'Assurance Maladie.

La sous-traitance de courses à une entreprise de taxi non conventionnée n'est pas autorisée.

Article 5 – Commission Paritaire Locale de concertation

Les Caisses d'Assurance Maladie mettent en place une Commission Paritaire Locale de concertation composée à parité d'une part, par des représentants locaux des organisations syndicales des entreprises du taxi par référence à la composition de la commission locale des transports publics particuliers de personnes visée par le décret n°2017-236 du 24 février 2017 et d'autre part, par des représentants de la caisse d'Assurance Maladie.

Cette commission doit se réunir au moins une fois par an.

Article 6 – Dispositions tarifaires

Les dispositions tarifaires applicables en vertu de la présente convention sont spécifiées en annexe 3.

Les tarifs de prise en charge des transports pour patients en taxi sont, selon les années, définis par référence aux tarifs préfectoraux fixés annuellement et font l'objet de l'application d'un taux de remise annuel moyen, en fonction de l'évolution des dépenses de transports constatée.

Pendant la durée de la présente convention, la prise en compte de l'augmentation des tarifs préfectoraux fait l'objet de mécanismes de modération. Dans le cas où l'augmentation résulte notamment d'une revalorisation de la TVA, la part d'augmentation résultant de la revalorisation de la TVA est prise en compte.

Article 6.1 – Fixation des tarifs conventionnels en 2019

Tarifs de référence

Pour l'année 2019, les tarifs fixés par la présente convention à l'annexe tarifaire font référence aux tarifs préfectoraux pour 2019, avec un mécanisme de modération modulé en fonction de l'augmentation des tarifs en 2019 par rapport aux tarifs 2018 :

- si l'augmentation des tarifs préfectoraux est inférieure ou égale à 1%, les tarifs fixés par la présente convention ne font pas l'objet d'une hausse ;
- si l'augmentation des tarifs préfectoraux est supérieure à 1%, les tarifs fixés par la présente convention prennent en compte la moitié de l'augmentation des tarifs préfectoraux au-dessus d'un point.

Fixation du taux de remise moyen

Les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention font l'objet pour l'année 2019 de l'application d'une augmentation de 1, 5 point du taux de remise moyen fixé par la convention locale précédente.

Pour le département de Paris, l'augmentation du taux de remise moyen est fixée à 2 points en 2019.

Article 6.2 – Fixation des tarifs conventionnels en 2020

Tarifs de référence

Pour l'année 2020, l'éventuelle revalorisation des tarifs préfectoraux fixée pour 2020 n'est pas prise en compte ; les tarifs applicables sont ceux pris en application de l'article 6.1.

Fixation du taux de remise moyen

Les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention ne font pas l'objet pour l'année 2020 de l'application d'une augmentation du taux de remise moyen, à l'exception du département de Paris qui se voit appliquer une augmentation du taux de remise moyen d'1 point supplémentaire.

Clause de revoyure

Dans le cas où le taux d'évolution des dépenses remboursées de taxis de la caisse, selon la caisse du transporteur quelle que soit la caisse d'affiliation du patient, entre l'année 2018 et l'année 2019, constaté au mois de février de l'année 2020, est supérieur à 4,5 %, la Commission Paritaire Locale de concertation doit définir les mesures nécessaires à un infléchissement de l'évolution des dépenses dans le respect de la convention-type approuvée par la décision UNCAM.

Article 6.3 – Fixation des tarifs conventionnels en 2021

Tarifs de référence

Pour l'année 2021, l'éventuelle revalorisation des tarifs préfectoraux fixée pour 2021 n'est pas prise en compte. Les tarifs applicables sont ceux pris en application de l'article 6.1.

Fixation du taux de remise moyen

Les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention font l'objet de l'application d'une augmentation du taux de remise moyen, en fonction du taux de croissance des montants remboursés de transports de taxi, selon la caisse du transporteur quelle que soit la caisse d'affiliation du patient, entre l'année 2018 et l'année 2020 :

- si ce taux de croissance est supérieur à 6 %, une augmentation du taux de remise moyen de 1 point est appliquée ;
- si ce taux de croissance est compris entre 4,5 % et 6,0 %, une augmentation du taux de remise moyen de 0,75 point est appliquée ;
- si ce taux de croissance est inférieur ou égal à 4,5 %, aucune augmentation du taux de remise moyen n'est appliquée.

Clause de revoyure

Dans le cas où le taux d'évolution annuel des dépenses remboursées de taxi de la caisse, selon la caisse du transporteur quelle que soit la caisse d'affiliation du patient, entre l'année 2018 et l'année 2020, constaté au mois de février de l'année 2021, est supérieur à 4,5%, la commission paritaire locale de concertation doit définir les mesures nécessaires à un infléchissement de l'évolution des dépenses dans le respect de la convention-type approuvée par la décision UNCAM.

Article 6.4 – Fixation des tarifs conventionnels en 2022

En 2022, les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention sont définis par référence à un dispositif national fixant les tarifs de référence complété d'un dispositif départemental fixant les taux de remise.

Dispositif national de fixation des tarifs de référence

- **si le taux d'évolution annuel national des dépenses remboursées entre l'année 2018 et l'année 2021 est supérieur à 4,5 %**, les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention sont revus selon l'augmentation des tarifs pour 2022 par rapport aux tarifs 2021 :
 - o si l'augmentation des tarifs préfectoraux est inférieure ou égale à 1 %, les tarifs fixés par la présente convention ne font pas l'objet d'une hausse ;
 - o si l'augmentation des tarifs préfectoraux est comprise entre 1 % et 2 %, les tarifs fixés par la présente convention prennent en compte la moitié de l'augmentation des tarifs préfectoraux au-dessus d'un point ;
 - o si l'augmentation des tarifs préfectoraux dépasse 2 % les tarifs fixés par la présente convention prennent en compte la totalité de cette augmentation pour la part au-delà de 2 %, majorée de 0,5 %.
- **si le taux d'évolution annuel national des dépenses est compris entre 3 % et 4,5 %**, les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention font l'objet d'une augmentation à la hauteur de la moitié de l'augmentation des tarifs préfectoraux de 2022 par rapport aux tarifs préfectoraux 2021.
- **si le taux d'évolution annuel national des dépenses est inférieur à 3 %**, les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention sont augmentés à hauteur de l'intégralité de l'augmentation des tarifs préfectoraux de 2022 par rapport aux tarifs préfectoraux de 2021.

Dispositif départemental de fixation des taux de remise moyens

Les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention font l'objet de l'application d'une augmentation du taux de remise moyen, en fonction du taux d'évolution des montants remboursés de transports de taxi, selon la caisse du transporteur quelle que soit la caisse d'affiliation du patient, entre l'année 2020 et l'année 2021, selon les modalités suivantes :

- si ce taux d'évolution est supérieur à 6 %, une augmentation du taux de remise moyen de 1 point est appliquée ;
- si ce taux d'évolution est supérieur à 4,5 % et inférieur ou égal à 6,0 %, une augmentation du taux de remise moyen de 0,75 point est appliquée ;
- si ce taux d'évolution est supérieur à 3 % et inférieur ou égal à 4,5 %, aucune augmentation du taux de remise moyen n'est appliquée ;

- si ce taux d'évolution est supérieur à 2 % et inférieur ou égal à 3 %, une baisse du taux de remise moyen est appliquée à hauteur de 0,5 point ;
- si ce taux d'évolution est supérieur à 1 % et inférieur ou égal à 2 %, une baisse du taux de remise moyen est appliquée à hauteur de 0,75 point ;
- si ce taux d'évolution est inférieur ou égal à 1%, une baisse du taux de remise est appliquée à hauteur de 1,25 point.

Article 6.5 – Fixation des tarifs conventionnels en 2023

Tarifs de référence

Pour l'année 2023, les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention sont augmentés à hauteur de l'augmentation des tarifs préfectoraux de 2023 par rapport aux tarifs préfectoraux de 2022.

Taux de remise moyen

Les tarifs de prise en charge fixés par la présente convention font l'objet de l'application d'une diminution du taux de remise moyen, en fonction du taux d'évolution des montants remboursés de transports de taxis, selon la caisse du transporteur quelle que soit la caisse d'affiliation du patient, entre l'année 2018 et 2022 selon les modalités suivantes :

- si ce taux d'évolution est supérieur à 2 % et inférieur ou égal à 3 %, une baisse du taux de remise moyen est appliquée à hauteur de 0,5 point.
- si ce taux d'évolution est supérieur à 1 % et inférieur ou égal 2 %, une baisse du taux de remise moyen est appliquée à hauteur de 0,75 point.
- si ce taux d'évolution est inférieur ou égal à 1 %, une baisse du taux de remise moyen est appliquée à hauteur de 1,25 point.

Clause de revoyure

Dans le cas où le taux d'évolution annuel moyen national des dépenses remboursées de taxis entre l'année 2018 et l'année 2022, constaté au mois de février de l'année 2023, est supérieur à 4,5 %, et que le taux d'évolution des montants remboursés de dépenses de taxi, selon la caisse du transporteur quelle que soit la caisse d'affiliation du patient, entre l'année 2018 et l'année 2022 est supérieur à 4,5 %, la commission paritaire locale de concertation doit définir les mesures nécessaires à un infléchissement de l'évolution des dépenses dans le respect de la convention type approuvée par la décision UNCAM.

Article 6.6 – Taux de remise moyen minimal et taux de remise moyen maximal

Pendant la durée de la présente convention, le taux minimal de remise moyen est fixé à 5 % et le taux maximal ne peut dépasser 16,5 %.

Selon la situation des dépenses en 2021, le taux maximal de remise moyen peut faire l'objet d'une révision après avis des parties signataires du protocole d'accord du 13 novembre 2018.

Article 6.7 – Dispositions transitoires pour l'application du tarif de référence

Les conditions de mise en œuvre des clauses d'indexation des tarifs de référence par rapport aux tarifs préfectoraux pour les années 2019 à 2022 peuvent se traduire :

- soit par leur prise en compte dans le mode de calcul de la course avant remise (selon le mode de facturation au taximètre ou au distancier) ;
- soit par l'application d'une « remise indexation » venant majorer la remise conventionnelle. Dans ce dernier cas cette remise supplémentaire intervient en dehors du plafond prévu à l'article 6.6 et porte sur un pourcentage équivalent à celui de la désindexation.

Les clauses d'indexation du tarif de référence et de remises sont appliquées pour 2019 au plus tard au 1^{er} février. Toute conclusion de la présente convention au-delà de cette date conduira à l'application d'une compensation tarifaire équivalente au délai supplémentaire constaté.

Pour les années suivantes, les clauses d'indexation du tarif de référence et de remises sont appliquées au plus tard le 1^{er} mars.

Article 6.8 – Mesures additionnelles

Les mesures tarifaires telles que décrites aux articles 6.1 à 6.7 de la présente convention sont obligatoirement complétées par des mesures additionnelles, ayant pour objet de limiter la progression des dépenses de transports en taxi.

Ces mesures sont les suivantes.

Frais d'approche

Les frais d'approche ne sont pas remboursables, conformément à l'article R. 322-10- 5 du code de la Sécurité Sociale.

Toutefois, à titre dérogatoire et exceptionnel, dans le cas où la commune du patient ne dispose pas d'autorisation de stationnement, et afin de ne pas pénaliser les patients, les frais d'approche sont pris en charge entre la commune de l'autorisation de stationnement de l'entreprise de taxi conventionnée la plus proche de la commune du patient et la commune de ce dernier.

Cette mesure n'entraîne pas, de fait, la remise en cause des autres éventuels suppléments ou mécanismes déjà mis en place dans la précédente convention.

Les deux types de tarification et le temps d'attente

La réglementation tarifaire des taxis autorise deux modes de tarification des trajets en taxi selon qu'il réalise un transport simple ou un transport aller/retour prescrit médicalement.

Afin d'encourager les bonnes pratiques conduisant à limiter la facturation en tarif C/D, un taux de remise différencié entre le tarif A/B et le tarif C/D (hors hospitalisation complète et hospitalisation de jour) est appliqué dans les conditions définies par la présente convention.

De même, le coût du temps d'attente doit être limité, en fonction de l'offre de soins locale et correspondre au service effectivement rendu à un seul et même patient.

Les cas de tarification – A/B et C/D – et la facturation du temps d'attente doivent obligatoirement être explicités dans l'annexe tarifaire de la présente convention, selon notamment :

- la nature des soins prodigués au patient : hospitalisation complète, partielle ou de jour, consultation, séjour de courte durée ou longue durée (sans référence à la pathologie du patient et dans le respect du secret médical) ;
- la justification de l'attente du taxi en vue du retour à domicile du patient (durée de la séance, ajout de soins en sus de la séance ou de la consultation...) ;
- la distance du transport ;
- le montant de la facture.

Il est rappelé que le cumul de la facturation des tarifs C /D et du temps d'attente est interdit.

De même, le tarif A ou B doit être facturé pour le trajet retour du patient lorsqu'il est réalisé par un autre véhicule de la même entreprise que celui du trajet aller (hors hospitalisation complète, hospitalisation de jour et prestations intermédiaires¹).

Dans les cas autorisant la facturation du temps d'attente, le coût d'un transport aller et retour (2X A/B majoré du coût du temps d'attente) ne doit pas dépasser la valeur de deux trajets en tarif C/D. Cette mesure ne s'applique pas si la tarification préfectorale du département ne prévoit pas les 4 tarifs A/B/C/D.

Prise en compte des trajets courts ou réalisés en agglomération

Les trajets courts ou réalisés en agglomération (notamment en cas de facturation à marche lente) peuvent faire l'objet d'une valorisation spécifique avec la définition d'un minimum de perception ou d'une valorisation minimale définie dans l'annexe tarifaire de la présente convention de telle sorte qu'elle accorde au taxi une rentabilité minimale compte tenu de ses charges et du temps passé et ce, afin de garantir aux patients concernés une offre de transport lui permettant d'accéder aux soins de manière optimale.

¹ On entend par prestations intermédiaires les prestations entre les actes et consultations externes d'une part et l'hospitalisation de jour, d'autre part. Ce niveau intermédiaire prend la forme d'une nouvelle prestation hospitalière non suivie d'hospitalisation dénommée « forfait prestation intermédiaire » (FPI).

Transport partagé

Le transport partagé est un mode de régulation intéressant tant pour l'Assurance Maladie que pour les taxis ; il convient donc de le promouvoir.

Des actions auprès des établissements de santé, afin que ceux-ci mettent en place une organisation susceptible de favoriser le transport partagé comme les salons de sortie ou la commande de transports via une plateforme de centralisation de transport et de régulation des véhicules, sont menées par l'Assurance Maladie ainsi que des actions de communication auprès des assurés pour favoriser le recours à ce type de transport, dans le respect de la prescription médicale de transport et du libre choix du patient pour son transporteur.

Outre ces actions, la rémunération de ce type de transports est déterminée par l'annexe tarifaire à la présente convention, selon une des options suivantes :

- soit le tarif total de la course est divisé par le nombre de patients sans application du taux de remise ;
- soit en appliquant au tarif de chaque transport pour chaque patient un abattement modulé selon le nombre de personnes transportées, en veillant à maintenir un différentiel avec les conditions tarifaires en vigueur pour les transports partagés effectués par des VSL.

La facturation cumulée du transport de chaque patient en lieu et place du transport partagé entre plusieurs patients n'est pas autorisée sauf dans les cas de course facturée selon un minimum de perception ou de valorisation minimale.

Frais de péage

Dès lors que l'utilisation du réseau autoroutier ou de toute route urbaine payante favorise la qualité du service rendu aux patients, est pris en charge, tout ou partie des frais de péage sur production des justificatifs attestant de leur règlement par l'entreprise de taxi.

Transports de personnes à mobilité réduite ou « TPMR »

Les personnes à mobilité réduite peuvent être transportées par des entreprises de taxis dont les véhicules ont été spécialement équipés, conformément à la réglementation en vigueur.

Afin de favoriser ce type de transport spécifique, il est convenu de rémunérer l'entreprise de taxi conventionnée par un supplément forfaitaire correspondant au service rendu à ces patients et au coût de l'équipement du véhicule.

Ce supplément forfaitaire de 20 € par transport n'est pas soumis à l'application du taux de remise tel que défini par la présente convention et ne peut être remboursé qu'aux entreprises de taxis conventionnées respectant le cahier des charges national, qui sera joint en annexe tarifaire de la présente convention dès sa mise à disposition (document non disponible au 1^{er} février 2019).

Les dépenses de transports correspondant à celles des transports pour les personnes à mobilité réduite ne sont prises en compte dans les dépenses de taxis remboursées ouvrant droit à l'application des clauses de revoyure telles que décrites au présent article, qu'à compter de la deuxième année d'entrée en vigueur de la majoration.

Article 7 – La fiabilisation de la facturation

Article 7.1 – Télétransmission obligatoire

La fiabilisation de la facturation des transports à l'Assurance Maladie nécessite de rendre la télétransmission selon la norme B2 obligatoire en 2019. Cette télétransmission intègre tous les détails de la facturation du transport. Chaque entreprise conventionnée s'engage à fournir, dans sa facturation, le nombre de kilomètres parcourus avec le patient.

La facturation par télétransmission via la norme B2 n'est pas obligatoire, en cas de paiement direct par le patient.

Lorsqu'une entreprise de taxi exploite plusieurs autorisations de stationnement, un seul numéro Assurance Maladie est attribué à cette entreprise. La caisse gestionnaire délivrant ce numéro correspond alors à la caisse du ressort de l'implantation du siège social de l'entreprise concernée. En cas d'ADS unique située sur un département différent de celui du siège social, c'est la caisse du ressort de l'ADS qui est compétente pour identifier l'entreprise de taxi au FNPS.

Article 7.2 – Les pièces justificatives

Outre les pièces justificatives transmises dans le cadre de la télétransmission en norme B2, est également obligatoire la transmission d'une pièce justificative permettant au patient d'attester de la réalité de la réalisation du transport.

Selon le cas, il s'agit :

- soit d'une note désignée sous le terme usuel de « facturette » signée par le patient ; elle est éditée à partir du logiciel incluant les données du taximètre et l'identification du véhicule ayant effectué la prestation de transport. Tout autre mode d'émission de la facturette est proscrit.
- soit d'une « annexe », conforme au modèle défini par la présente convention (annexe 4) et signée par le patient ; en cas de recours à un distancier, l'annexe doit être transmise en lieu et place de la facturette.

Enfin, il est également rappelé que la transmission des numéros RPPS et FINESS du prescripteur dans la facture est une obligation réglementaire qui doit être respectée. Ces deux informations permettent, en effet, à l'Assurance Maladie de réaliser notamment des contrôles sur la juste exécution des prescriptions de transport.

Article 7.3 – Les modalités de contrôle par l'Assurance Maladie

Le recours au distancier comme dispositif de vérification de la conformité du trajet emprunté et de son nombre de kilomètres complète la vérification de la facturation par l'Assurance Maladie ; le distancier inclut une majoration du nombre de kilomètres fixée par l'annexe tarifaire jointe à la présente convention (annexe 3), après concertation.

Article 7.4 – Garantir l’intangibilité de la prescription par un téléservice d’accès aux droits

La prescription médicale étant intangible, il est nécessaire de vérifier les droits de l’assuré avant de réaliser le transport.

Le téléservice PEC+TIRAT permet de vérifier les droits du patient en amont de la facturation, afin de :

- sécuriser la facturation des transports de malades en taxi ;
- réduire les rejets de factures : le taux de rejets moyen des factures taxis validés par PEC +TIRAT en 2017 a été réduit à environ 5% ;
- garantir l’application du principe de l’intangibilité de la prescription médicale de transport.

Par conséquent, le recours au téléservice PEC+TIRAT est obligatoire à compter de l’année 2020.

Les conditions d’application de la règle de l’intangibilité de la prescription sont précisées par les parties signataires du protocole d’accord du 13 novembre 2018.

Article 8 – Simplification administrative

Afin de réduire la charge administrative des entreprises de taxi et de simplifier leur facturation, la mise à disposition par l’Assurance Maladie du téléservice Système Electronique de Facturation intégré au logiciel (SEFi), devrait intervenir après le lancement des expérimentations prévues en 2019 et à l’issue d’un bilan considéré comme satisfaisant par les fédérations nationales signataires du protocole d’accord national du 13 novembre 2018.

Article 9 – Conditions d’application de la dispense d’avance des frais

L’entreprise de taxi conventionnée accorde également, dans les conditions prévues à l’annexe 5, la dispense d’avance des frais dans les cas ne résultant pas d’une obligation légale.

L’entreprise peut avoir recours à un mandataire de paiement, selon les modalités définies à l’annexe 6 jointe à la présente convention.

Article 10 – Publicité²

L’entreprise de taxi conventionnée s’oblige à ne pas utiliser comme moyen de publicité auprès des assurés la possibilité de prise en charge et de dispense d’avance des frais de transport par l’Assurance Maladie.

² La publicité s’entend de tout procédé visant par son contenu, sa forme, sa répétition à attirer la clientèle vers une entreprise déterminée.

Article 11 – Suspension du conventionnement

Si l'entreprise de taxi conventionnée ne souhaite plus être régie par les dispositions de la présente convention, elle en informe la CPAM par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sa décision prend effet dans le délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception.

Si l'entreprise de taxi conventionnée ne remplit plus les conditions réglementaires d'exercice de la profession de taxi (absence de permis de conduire, de carte professionnelle, décision d'interdiction d'exercer) ou perd le droit d'exploiter son ou ses autorisations de stationnement, le conventionnement est suspendu au titre de de l'ADS ou des ADS concernées.

Article 12 – Procédure conventionnelle et sanctions encourues

En cas de constatation par une caisse du non-respect des dispositions de la présente convention par l'entreprise de taxi, notamment :

- si l'entreprise fait l'objet d'une condamnation pour fraude ou escroquerie au détriment des intérêts de l'Assurance Maladie ;
- si l'entreprise ne respecte pas les engagements déterminés par la présente convention, en particulier ceux figurant aux articles 2, 3, 4, 6 ;

la procédure décrite à l'article 12.1 peut être mise en œuvre.

Article 12.1 – Procédure

La caisse d'Assurance Maladie qui constate le non-respect de la présente convention par l'entreprise de taxi conventionnée lui adresse un courrier par lettre recommandée avec accusé de réception l'informant de ses constatations. Ces constatations doivent reprendre tous les faits qui sont reprochés à l'entreprise de taxi, indiquer les motifs pouvant justifier le prononcé d'une sanction ainsi que le détail de la procédure, les délais et les voies de recours.

L'entreprise dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception de ce courrier pour présenter ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception au Directeur de la CPAM. L'entreprise peut, dans le même délai, saisir la Commission de Concertation Locale visée par la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'elle est saisie, la commission dispose d'un délai maximal de soixante jours à compter de la date de réception de la lettre de saisine pour rendre son avis au Directeur de la CPAM. A l'issue de ce délai, l'avis est réputé rendu.

L'entreprise de taxi conventionnée peut présenter ses observations à la commission ; elle peut être représentée ou assistée par la personne de son choix y compris par un avocat.

A l'expiration du délai de 21 jours, si l'entreprise de taxi conventionnée n'a pas présenté ses observations par lettre recommandée ou saisi la commission, ou à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception des observations adressées par l'entreprise ou suivant l'avis rendu par la commission, le Directeur de la CPAM décide de l'éventuelle sanction applicable à l'entreprise de taxi.

La décision est notifiée à l'entreprise de taxi par courrier recommandé avec accusé de réception du Directeur de la CPAM, à l'issue d'un délai de 15 jours.

La décision est dument motivée et indique les délais et voies de recours.

Article 12.2 – Sanctions encourues

Lorsqu'une entreprise de taxi conventionnée ne respecte pas les dispositions prévues par la présente convention, elle peut encourir, après mise en œuvre de la procédure détaillée à l'article 12.1 et en fonction de la fréquence et de la gravité des faits reprochés, une des mesures suivantes :

- un avertissement ;
- un déconventionnement : ce déconventionnement peut être prononcé avec ou sans sursis ; sa durée peut être égale à cinq ans au plus.

La CPAM se réserve le droit d'informer les assurés de la sanction prononcée, dès lors qu'elle est définitive, par tout moyen approprié.

Lorsqu'une entreprise de taxi conventionnée fait l'objet d'une sanction, elle dispose d'un droit de recours devant les instances compétentes (Pôle Social du Tribunal de Grande Instance – Cour d'Appel - Cour de Cassation).

Article 13 – Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Elle est conclue pour un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction par période de même durée dans la limite de cinq ans.

Elle peut être dénoncée, notamment en cas de modification législative ou réglementaire affectant substantiellement ses dispositions, par l'une des parties à la convention deux mois au moins avant son échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait au Puy-en-Velay, le _____

M. Stéphan DI IORIO,
Directeur de la CPAM de la Haute-Loire
et par délégation,
Mutualité Sociale Agricole

M _____
Représentant de l'entreprise de Taxi,

Annexe 1 – Déclaration annuelle d'informations et justificatifs

Conformément aux dispositions des articles 1 à 4, ouvrent droit à remboursement par l'Assurance Maladie, dans les conditions précisées par la présente convention les transports effectués par les véhicules et conducteurs figurant dans l'état récapitulatif suivant.

L'entreprise de taxi conventionnée fournit à la CPAM, **avant le 31 janvier de chaque année civile**, les informations figurant dans le tableau suivant, accompagnées de leurs justificatifs, comme il est précisé à l'article 3.

Raison sociale _____				Numéro Assurance Maladie : 43251 _____		
IMMATRICULATION de chaque véhicule TAXI de l'entreprise conventionnée	N° Autorisation De Stationnement	DATE de création et /ou de délivrance de l'Autorisation De Stationnement	COMMUNE de rattachement de l'Autorisation De Stationnement	STATUT de l'exploitant de l'Autorisation De Stationnement (personne physique ou personne morale)	NOM et PRENOM Date de naissance de chaque conducteur titulaire du certificat de capacité professionnelle de conducteur de Taxi	Date, lieu, Numéro et département d'obtention de la carte professionnelle de chaque conducteur TAXI

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal de l'entreprise de taxi) atteste de la véracité des informations indiquées dans la présente annexe. Je m'engage à informer la CPAM de tout changement affectant ces informations dans les conditions visées à l'article 4 de la convention locale. Il revient à l'entreprise de taxi conventionnée de pouvoir justifier par tout moyen, de la transmission effective de la déclaration annuelle à la CPAM.

Fait à _____, le _____

M _____
 Le représentant légal de l'entreprise de Taxi,

Annexe 1bis – Déclaration simplifiée de modifications de personnels et /ou de véhicules intervenus au cours de l'année

Raison sociale _____ Numéro Assurance Maladie 43251 _____

Changement de véhicules

Le véhicule immatriculé (nouveau véhicule) _____ remplace le
 véhicule immatriculé (ancien véhicule) _____
 sur l'ADS N° _____
 de la commune de _____
 à partir du ____ / ____ / ____

Pièces à joindre :

- ✓ copie de la carte grise du nouveau véhicule ;
- ✓ copie du carnet métrologique mis à jour.

Modification au niveau de votre personnel

a) Nouvel(le) embauché(e) :

NOM : _____ Prénom : _____

Date de naissance : ____ / ____ / ____

Numéro de carte taxi : _____

Type de contrat :

CDI CDD Intérimaire Autre : _____

Date de début de contrat : ____ / ____ / ____ et date de fin de contrat ____ / ____ / ____

Pièce à joindre :

- ✓ copie du Contrat de travail ;
- ✓ copie du permis de conduire ;
- ✓ copie de la carte taxi.

b) Personnel déjà connu et ayant une prolongation de son contrat de travail :

CDI CDD Intérimaire Autre : _____

Date de début du contrat de prolongation : ____ / ____ / ____

et date de fin de contrat : ____ / ____ / ____

Pièce à joindre :

- ✓ copie de l'avenant ou du contrat de travail ou contrat de mission.

c) Personnel ayant un CDI et quittant l'entreprise :

NOM : _____ Prénom : _____

Date de naissance : ____ / ____ / ____

Date de sortie de l'entreprise : ____ / ____ / ____

Fait à _____, le _____

M _____
 Le représentant légal de l'entreprise de Taxi,

Annexe 2 – Composition de la trousse de secours

Dans les cas prévus par le référentiel de prescription, le conducteur du taxi est dans l'obligation d'accompagner le patient jusqu'à sa prise en charge par la structure de soins.

Les véhicules utilisés doivent être en parfait état de propreté, et être désinfectés régulièrement.

La trousse de secours visée par l'article 2 de la présente convention est composée, au minimum, des matériels et produits suivants :

Coupures :

- 1 boîte de compresses stériles 10 cm × 10 cm ;
- 1 pansement stérile absorbant dit « américain ».

Bande :

- 1 bande extensible 4 m × 10 cm.

Accessoires :

- 1 solution antiseptique bactéricide non iodée ;
- 1 paire de ciseaux ;
- 2 clips de fixation pour bandes ;
- 1 paire de gants stériles ;
- sucre en morceaux ;
- sacs vomitifs ;
- couverture de survie.

Fait au Puy-en-Velay, le _____

M. Stéphan DI IORIO,

M _____

Directeur de la CPAM De la Haute-Loire
et par délégation,
Mutualité Sociale Agricole

Représentant de l'entreprise de Taxi,

Annexe 3 – Annexe tarifaire

En application de l'article 6 de la présente convention et conformément à la décision du Directeur Général de l'UNCAM du 18 décembre 2018, publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2018, les parties conviennent des dispositions suivantes :

- afin de respecter les obligations réglementaires rappelées à la profession par la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DRCCRF), les règles d'utilisation du taximètre s'appliquent en ce qui concerne les transports remboursables par l'Assurance Maladie ;
- néanmoins pour ces derniers, la prise en charge s'effectue conformément à l'article R 322-10-5 du Code de la Sécurité Sociale qui dispose : «Le remboursement des frais de transport (...) est calculé sur la base de la distance séparant le point de prise en charge du malade de la structure de soins prescrite appropriée la plus proche» ;
- il est rappelé que l'ensemble des dispositions qui suivent pourra faire l'objet d'une clause de revoyure chaque année, conformément à la convention, en fonction de l'évolution annuelle des dépenses.

1. Tarifs de référence :

En application de l'article 6.1 de la présente convention et conformément à la décision du Directeur Général de l'UNCAM du 18 décembre 2018, les tarifs fixés sont indexés pour l'année 2019 aux tarifs préfectoraux.

L'arrêté préfectoral du 11 janvier 2019 prévoit une hausse de 2,6 % sur le tarif de la course type. Et compte tenu du fait que l'augmentation des tarifs préfectoraux est supérieure à 1 %, les tarifs fixés par la présente convention prennent en compte la moitié de l'augmentation des tarifs préfectoraux au-dessus d'un point.

La hausse des tarifs de référence inscrits à la convention est donc de : **(2,6 – 1) / 2 soit 0,8 %** de hausse, appliqué à chacun des tarifs.

Les tarifs conventionnels pour l'année 2019 sont donc les suivants :

	Tarif 2019
A	0,99 €
B	1,38 €
C	1,98 €
D	2,77 €

2. Taux de remise :

En application de l'article 6 de la présente convention et conformément à la décision du Directeur Général de l'UNCAM du 18 décembre 2018, les parties signataires conviennent que l'entreprise de taxi applique une remise par rapport aux tarifs de référence de la Haute-Loire pour l'ensemble des sommes remboursables par l'Assurance Maladie.

Ce taux de remise est différencié selon les tarifs appliqués, afin d'encourager les bonnes pratiques conduisant à limiter la facturation en tarif C/D :

- **Hospitalisation, hors radiothérapie**, tarifs C/D avec application d'une remise de 11%. L'hospitalisation recouvre les cas où le patient dispose d'une prescription pour hospitalisation (y compris chimiothérapie, dialyse). En cas de doute, la CPAM pourra être en mesure de réclamer le bulletin d'hospitalisation.
- **Radiothérapie** : Bien que relevant d'une hospitalisation de jour, la facturation sera effectuée uniquement au tarif A et/ou B avec remise de 11 % quel que soit le temps d'attente, et quel que soit le transporteur, même si ce sont deux véhicules différents d'une même entreprise ou pas qui réalisent la prestation de transport pour le trajet aller et/ou retour.
- **Consultations** : Tarifs A/B avec attente facturable, et application d'une remise 11%

Si le montant de l'attente est supérieur à 1 voyage aller-retour, facturation de deux courses en C/D sans attente avec remise de 14%.

Exceptionnellement, dans le cas où le taxi est dans l'impossibilité d'attendre la fin de la consultation, possibilité de facturer 1 x C/D avec remise 14% plus 1 x A/B avec remise 11% pour le retour, sans attente. Si ce sont deux entreprises différentes qui font l'aller et le retour, possibilité de facturer 1 x C/D chacun avec remise 14%. Ces cas devant rester exceptionnels, la CPAM se réserve le droit d'exiger de l'entreprise concernée toute preuve de l'impossibilité d'attendre le patient.

Aucun **forfait agglomération** n'est prévu pour une ville ou une agglomération de Haute-Loire. Toutefois, une facturation spécifique est prévue pour les transports concernant des assurés dont le transport (du lieu de prise en charge au lieu d'arrivée) est réalisé dans le périmètre des communes du Puy-en Velay, Brives-Charensac, Chadrac, Espaly, Aiguilhe et Vals-près-le Puy. La facturation sera alors possible au tarif C et/ou D avec remise à 14 %, sans facturation du temps d'attente.

3. Justificatif de facturation :

La facturation est établie à partir du taximètre, position qui a été celle de la CPAM de la Haute-Loire depuis les premières conventions locales en 2008. La tarification doit donc tenir compte de la réalité du transport, dans tous les cas non définis ci-dessous.

Les contrôles de l'Assurance Maladie seront réalisés prioritairement à partir de Via Michelin (option : trajet conseillé).

Conformément à l'article 7.2. de la convention « *est également obligatoire la transmission d'une pièce justificative permettant au patient d'attester de la réalité de la réalisation du transport* ».

A ce titre, l'annexe 4 intitulée «Annexe à la facture valant attestation de service fait » dûment complétée et signée, doit obligatoirement être jointe à la facturation du transporteur, sans aucune dérogation possible. Le détail de chaque trajet facturé doit y être indiqué.

Cette obligation inclut notamment les transports pour patients mineurs, les transports en série et itératifs. Il revient à l'entreprise de taxis de détailler les mouvements sur l'annexe 4.

Si le patient est dans l'incapacité de signer (patient mineur par exemple), l'entreprise de taxi l'indique sur l'annexe 4. Il est rappelé que ces cas doivent rester exceptionnels.

En cas de contrôle réalisé par l'Assurance Maladie et notamment en cas de fraude avérée, l'Assurance Maladie pourra exiger de la part de l'entreprise concernée, pendant une durée d'une année, la transmission de la facture détaillée et ce pour chaque transport facturé, en sus de l'annexe 4. A ce titre, le professionnel sera informé par courrier de la période pendant laquelle il devra joindre les 2 justificatifs.

4. Temps d'attente :

On attend par «attente», sur le lieu de destination du patient, le temps d'attente entre la course aller et retour en charge.

Dans ce cas, le transporteur peut facturer :

- une seule prise en charge ;
- le temps d'attente réel, plafonné au coût d'un deuxième transport avec retour à vide.

Le coût d'un transport aller et retour en tarif A et/ou B (soit 2 x tarif A et/ou B majoré du temps d'attente avec remise de 11 %) ne doit pas dépasser la valeur de deux trajets de la même course en tarif C et/ou D avec remise de 14 %.

5. Frais d'approche :

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.8 de la présente convention, les frais d'approche ne peuvent faire l'objet d'aucune facturation aux Caisses et d'aucune prise en charge par l'Assurance Maladie.

Cette mesure pourra faire l'objet d'une réévaluation chaque année, au moment de l'évaluation des dépenses et de l'annexe tarifaire.

6. Transport partagé :

En cas de transport simultané, la somme des factures individuelles ne peut pas dépasser le montant total de la course.

Une facture individuelle doit être établie pour chaque patient transporté.

Le transporteur pourra facturer autant de prises en charge que de patients transportés.

Concernant le transport partagé, l'option choisie est la suivante : le tarif de la course est divisé par le nombre de patients sans application du taux de remise, quel que soit le tarif appliqué (A/B/C/D).

Le règlement est effectué par le régime dont dépend chaque personne transportée.

7. Frais de péage :

La prise en charge des frais de péage n'est possible que sur présentation d'un justificatif.

8. Transports de personnes à mobilité réduite ou «TPMR» :

Les modalités de facturation pour les transports des personnes à mobilité réduite, telles que décrites à l'article 6.8., sont applicables.

Ainsi, un supplément forfaitaire de 20 € par transport, non soumis au taux de remise, est appliqué pour les transports réalisés avec les véhicules spécialement équipés et conventionnés avec l'Assurance Maladie.

Ces véhicules devront respecter scrupuleusement le cahier des charges national. L'entreprise de taxi souhaitant facturer ce supplément forfaitaire devra, en amont, en informer la CPAM par la transmission des justificatifs nécessaires prouvant la conformité à ce cahier des charges.

Toute facturation du supplément forfaitaire pour les TPMP, sans accord préalable de la CPAM pour le véhicule utilisé, sera rejetée.

Un bilan de l'évolution des dépenses sera réalisé 6 mois après la mise en œuvre de la nouvelle convention, via la commission de concertation des entreprises de taxis. En cas de hausse constatée au-delà du taux de 4,5%, une clause de revoyure sera envisagée afin de définir les mesures nécessaires à infléchir l'évolution des dépenses.

Fait au Puy-en-Velay, le _____

M. Stéphan DI IORIO,

M.

Directeur de la CPAM De la Haute-Loire
et par délégation,

Représentant de l'entreprise de Taxi,

Mutualité Sociale Agricole

Annexe 4 : Annexe à la facture valant attestation de service fait

En application de l'article 7.2 de la présente convention, cette annexe signée par le patient est transmise par l'entreprise de taxi conventionnée afin d'attester de la réalité de la réalisation du transport du patient.

Numéro de facture : _____

<u>RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURE(E)</u>	
Numéro de Sécurité Sociale : _____	
NOM patronymique (nom de naissance) : _____	
NOM d'usage (facultatif) : _____	
Prénoms : _____	
Si la personne transportée n'est pas l'assuré(e)	
NOM patronymique : _____	
NOM d'usage (facultatif) : _____	
Prénoms : _____	

<u>IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE</u>
Cachet de l'entreprise
Numéro Assurance Maladie 43251_____

	DEPART	ARRIVEE	Nombre de patients transportés	Coût compteur	Identification Taxi		Cocher si transport d'un patient à mobilité réduite	Supplément remboursable (routes payantes)
	Date et Heure Lieu de prise en charge	Date et heure Lieu d'arrivée en charge			NOM et Prénom du Chauffeur	Numéro d'immatriculation du véhicule		
1				€				
2				€				
3				€				
4				€				
5				€				
6				€				
7				€				
8				€				
9				€				
10				€				

<u>ATTESTATION DE L'ASSURE(E)</u>
L'assuré(e), ou la personne transportée, ou son représentant légal, atteste de la réalité et des conditions du (des) transport(s) détaillé(s) ci-dessus.
Fait à _____ Le _____ Signature
La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement, quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles L114.13 du code de la Sécurité Sociale et 441-1 du Code Pénal).

Fait à _____, le _____

M _____

Le transporteur,

Annexe 5 : Dispense d'avance des frais

Conformément à l'article 9 de la présente convention, les parties conviennent que l'entreprise de taxi conventionnée fait bénéficier les assurés sociaux et leurs ayants droit de la dispense d'avance des frais dans les conditions suivantes : la dispense d'avance de frais est applicable à tous les assurés sociaux pour tous les transports remboursables.

Fait au Puy-en-Velay, le _____

M. Stéphan DI IORIO,

M _____

Directeur de la CPAM De la Haute-Loire
et par délégation,

Représentant de l'entreprise de Taxi,

Mutualité Sociale Agricole

Annexe 6 : Mandataire de paiement

L'entreprise de taxi conventionnée peut donner mandat à un groupement ou à une autre personne physique ou morale pour la gestion de ses règlements.

A ce titre, les parties conviennent des dispositions suivantes.

L'entreprise de taxi conventionnée informe la CPAM qu'elle a donné mandat à un groupement ou à une autre personne physique ou morale pour la gestion de ses règlements. La CPAM en prend acte à réception de la copie conforme du contrat écrit justifiant que le mandataire bénéficie de la personnalité juridique et que la mission définie par ledit mandat correspond sans équivoque à la facturation de prestations de transport assis professionnalisé prescrites à un assuré social telles que définies à l'article 2 de la présente convention.

L'entreprise de taxi conventionnée est seule redevable du respect de ses obligations légales, réglementaires et conventionnelles. La CPAM, pour sa part, ne communique toute information ou notification (par exemple, information sur les rejets, signalement à la suite de facturation, etc.) qu'à l'entreprise de taxi conventionnée.

Fait au Puy-en-Velay, le _____

M. Stéphan DI IORIO,
Directeur de la CPAM De la Haute-Loire
et par délégation,

Mutualité Sociale Agricole

M _____
Représentant de l'entreprise de Taxi,

Annexe 7 : Déclaration sur l'honneur en cas de demande de conventionnement d'une ADS : mise à disposition de documents justificatifs

Je soussigné(e), M. _____
représentant légal de l'entreprise de taxi suivante :

Raison sociale _____

Adresse _____

N° SIRET _____

Numéro Assurance Maladie _____

Et demandant le conventionnement de l'ADS suivante :

N° ADS _____

située sur la commune de _____

atteste remplir ses obligations en matière d'entretien du véhicule, d'assurance et gestion des ressources humaines, et tenir à la disposition de l'Assurance Maladie, les documents suivants, non fournis lors de l'étude de demande de conventionnement de l'ADS :

(rayer les mentions inutiles si documents fournis à la CPAM)

- récépissés du contrôle technique ;
- attestation d'aptitude physique ;
- attestation d'assurance du ou des véhicules ;
- justificatif d'assurance responsabilité civile professionnelle spécifique au transport de personnes à titre onéreux ;
- déclaration URSSAF d'embauche du ou des salariés ;
- attestation de formation continue.

Fait pour valoir ce que de droit,

A _____, le _____

M _____

Le représentant légal de l'entreprise de Taxi,